

Une alliance résolue pour servir l'intérêt général

A l'approche du vote du Comité de la SETF pour l'élection du Président et des membres du Conseil d'Administration, il me paraît indispensable de rappeler que la Filière hippique, et tout particulièrement Le Trot, a besoin d'une réforme de fond pour sauvegarder son avenir.

Ces dernières années, les revenus des Socio-Professionnels ont été profondément affectés, sans que les soutiens nécessaires, notamment un PGE, ne leur ait été apporté. La remontée des encouragements depuis 2022 est loin d'être suffisante pour combler les plus de 300 millions € de perte de revenus accumulée depuis 2017 et elle n'a profité qu'aux plus grosses écuries.

Grâce à des économies au PMU qui ne pourront être renouvelées, et à une baisse de l'assiette fiscale, la Filière a pu se maintenir à un niveau précaire, mais le nerf de la guerre, le produit brut des jeux, était en baisse en 2022 tout comme les douze années précédentes ! Cela a été occulté par une communication qui a fait croire à une amélioration constante des résultats.

Malheureusement la réalité finit toujours par s'imposer. C'est ainsi que les chiffres et les conclusions de l'Autorité Nationale des Jeux ne font que conforter notre analyse : « *Le ralentissement de l'activité du PMU observée depuis les 8 dernières années précédant la crise du Covid se confirme en 2022, avec une baisse de 5.5% du PBJ par rapport à 2019. En effet, le PBJ de l'opérateur a diminué de 3% par an en moyenne entre 2011 et 2019, soit un niveau semblable au recul enregistré entre le 2nd semestre 2022 et le 2nd semestre 2021* » (Page 10 du rapport 2022).

L'ANJ constate également, comme nous, une baisse régulière des paris populaires de combinaisons. Toutes les tentatives pour y remédier ont échoué, et les plus récentes (Quinté Max notamment) sont de l'avis de nombreux observateurs vouées à l'échec sans qu'il y ait de plan B en perspective.

Autre problème majeur : une grave maladie du pari mutuel avec la montée en puissance des GPI ("Gros" Pariers Internationaux qui feraient appel à l'intelligence artificielle en pariant de paradis fiscaux) qui accaparent le TRJ (Taux Retour Joueurs) et diminuent drastiquement celui de parieurs français avec qui ils jouent en masse commune.

C'est ainsi que ces dernières semaines, ce retour aurait atteint, en certaines occasions, plus de 150% des mises pour les GPI ramenant alors celui des joueurs français à moins de 55%. Ce serait bien au-delà des chiffres de la Cour des Comptes qui, en septembre 2023, alertait déjà sur cette grave anomalie mettant en péril l'avenir des courses hippiques. C'est d'autant plus alarmant que les ressources de la Filière dépendent majoritairement de ces courses "événements" pour les parieurs.

Aurait-on oublié que l'avenir de la Filière dépend de l'intérêt des parieurs dont la désaffection est grandissante ? Que la disparition de nombre de petits éleveurs et de petits propriétaires, qui ont pour effet un manque de participants est synonyme de baisse de l'attrait pour les joueurs ?

Si l'on poursuit sans réformes structurelles pour enrayer ces dérives, on s'achemine inexorablement vers une baisse amplifiée des enjeux, donc à terme des allocations.

Face à cette situation et sur la base des travaux d'Equistratis, nous avons des éléments pour relancer l'attractivité de nos compétitions. Nous devons aussi être beaucoup plus attentifs à l'analyse des chiffres et du jeu pour ne pas se laisser embarquer par la facilité d'une politique -déjà annoncée par certains- de l'offre exponentielle du nombre de courses. Nous pensons qu'il serait préférable d'optimiser davantage

les programmes, notamment de province, et de n'avoir recours aux épreuves étrangères que dans les créneaux horaires difficiles à gérer pour nos Socio-Professionnels.

Partant de ces constats, pour lequel l'équipe en place n'a exprimé que du déni, il va falloir en effet réformer nos programmes afin de les rendre plus attractifs, réviser les conditions de courses afin de les rendre plus lisibles, tout en gardant à l'esprit la compatibilité nécessaire avec l'organisation des Socio-Professionnels. Ce ne sont ni les emojis, ni les changements d'appellation qui relanceront l'intérêt de nos courses.

Autres sujets essentiels dont il faut se préoccuper rapidement :

-Les perspectives budgétaires pour 2024 qui sont très tendues car elles sont les conséquences des mauvaises décisions ou des erreurs stratégiques qui se perpétuent malgré les tentatives d'habiller la réalité.

-Le rachat de ZEturf, après que l'exclusivité d'un partenariat lui ait été accordée par Le Trot dans le cadre d'un contrat que le conseil d'administration de la SETF n'a jamais vu, donne à la FDJ un instrument de déstabilisation qu'elle va actionner pendant la prochaine mandature...

-La renégociation de la concession de Vincennes qui aboutira à un coût beaucoup plus élevé que le coût actuel. Mais que serait Le Trot sans un tel emblème internationalement reconnu ? Il faut donc saisir cette occasion pour améliorer l'image et développer les partenariats du Trot.

La relance de l'activité, l'augmentation régulière et le rattrapage des revenus des Socio-Professionnels, la révision de la programmation et des conditions de course, la protection du modèle français des courses et la défense du stud-book, sont autant de défis à relever pour stopper le déclin dû à des années de choix hasardeux. Pour engager les changements nécessaires lors de la prochaine mandature, il est impératif que s'organise une union des volontés sur la base de ces projets de réformes. J'y travaille ardemment avec les élus qui m'ont rejoint et avec mon équipe. Nombreux sont ceux qui sont convaincus mais certains sont encore hésitants, voire opposés pour des motifs qui viennent d'un passé révolu, voire d'une misogynie latente.

Je forme le vœu que nous trouvions ensemble les solutions pour aplanir ces dernières difficultés et donner à chacun la place qui lui conviendra. Mais il ne faut jamais oublier que les combats d'arrière-garde menés par ceux qui jouent la politique du pire n'aboutiront qu'à manquer le rendez-vous pour sauvegarder notre identité et l'équilibre de nos activités.

Caroline Sionneau, candidate à la présidence de la SETF